



Communiqué de presse

Montreuil, le 8 juin 2022.

53/22

La santé et la protection sociale, des biens communs qu'il faut sauver de toute urgence !

Une nouvelle fois, des milliers de professionnels de la santé et de l'action sociale sont descendus dans la rue pour dénoncer la dégradation inacceptable de leurs conditions de travail et leur crainte pour la qualité et la sécurité de la prise en charge de la population dans notre pays. Les fermetures de services d'urgences par manque de personnel dans beaucoup de grandes villes de France comme les Urgences de l'hôpital Pellegrin à Bordeaux, sixième métropole de France, fermées la nuit par manque de professionnels, sont révélatrices d'un mal-être qui traverse l'ensemble des établissements du secteur sanitaire, médico-social et social en France.

Cette situation inédite et catastrophique avant la période estivale dans tous les territoires pour accéder à l'offre de soins et d'accueil pour la population met en lumière que l'Hôpital public et l'ensemble des établissements craquent de partout. Aucune décision immédiate n'a été prise à ce jour pour stopper cette marche inéluctable vers un effondrement du système de santé, de l'offre de soins et d'action sociale. Au contraire, le gouvernement et les ARS continuent de mettre en place tous les jours de nouvelles mesures pour imposer un tri des patient.e.s et usagé.r.e.s, afin de restreindre l'accès aux urgences et aux différents autres services du sanitaire, médico social et social qui sont débordés. Il n'est plus possible pour le gouvernement de se dédouaner de la responsabilité qui lui incombe de garantir à chaque citoyen.n.e une prise en charge de qualité, de proximité, égalitaire sur l'ensemble de l'héxagone et dans les territoires ultra marins.

Il y a urgence à répondre par des mesures fortes et immédiates en allouant des moyens supplémentaires et significatifs pour notre système de santé et de protection sociale. Il y a urgence à améliorer les conditions salariales et de travail des salarié.e.s pour rendre nos métiers attractifs et empêcher la fuite massive des personnels.

Le refus de réintégrer nos collègues suspendu.e.s, les injonctions à la population d'appeler le 15 avant de se rendre aux urgences et le tri des malades par des bénévoles de la protection civile sur le parking des urgences, des patients qui attendent des heures sur un brancard, des mois d'attente pour une consultation en psychiatrie pour les enfants, des opérations repoussées en chirurgie, des maternités qui ferment, la prise en charge des adultes handicapés rendue compliquée, l'accès à l'avortement difficile, la prise en charge des personnes âgées et en EHPAD dégradée, etc.. Partout, ça va mal et cela ne fait que renforcer notre conviction qu'il finira par y avoir des drames.

Pour la fédération Santé Action Sociale, le refus de Madame BOURGUIGNON de recevoir hier une délégation, son absence au Ministère alors qu'une demande d'audience avait été formulée dès la semaine dernière par la fédération dans le cadre de cette journée d'action, montre encore une fois le mépris opposé aux professionnel.le.s et aux usagé.r.es mobilisé.e.s ce 7 juin. Le dialogue social tant prôné par ce gouvernement est totalement déficient. La CGT rappelle que les professionnels n'ont pas besoin d'une énième mission flash, ils veulent des augmentations de salaires, des recrutements pour améliorer les conditions de travail et conserver les services ouverts, le tout à la hauteur des besoins de la population. C'est ainsi que nous résoudrons les difficultés d'attractivité. Il faut arrêter de limiter l'accès aux soins à la population car il y a danger, il est urgent d'agir plutôt que de tergiverser.

La CGT reste mobilisée avec les salarié.e.s et les usagé.r.e.s pour obtenir les moyens nécessaires pour un système de santé et de protection sociale qui réponde aux besoins d'améliorations des conditions de travail des professionnel.le.s et de la population.